

damentaux (de la Constitution) qui non seulement sont intangibles, mais immortels (!) », et Neguib lui-même se prononça en ces termes : « Nous n'avons aucune intention de transformer l'Egypte en une république. La forme d'Etat restera exactement la même que par le passé : une monarchie constitutionnelle. » (*Al Misri*, 31 juillet).

Neguib n'a pas non plus d'intentions révolutionnaires envers le clergé. Cela se montre clairement dans ses relations avec l'Université d'Azhar, bastion de la réaction cléricale en Egypte et dans tout le Proche-Orient. Lors d'une visite à cette institution, il déclara : « La tâche la plus importante, c'est de relever le niveau moral. Cela ne peut être atteint qu'en se tenant strictement à la religion. Dans ce but, il faut appuyer Azhar dans sa mission. L'Armée et Azhar ne possèdent qu'un seul but vers

lequel ils s'orientent en un commun effort. » (*Al-Misri*, 10 août).

Le coup d'Etat de l'armée égyptienne ne représente donc nullement une révolution. Si Neguib restreint ici ou là leurs fonctions, c'est qu'elles n'étaient pas aptes à conserver la structure sociale existante. Neguib a l'intention de démontrer aux classes dominantes, aux propriétaires fonciers, aux gros commerçants et aux capitalistes que la dictature militaire est apte à conserver cette structure. Son degré de coopération avec les institutions traditionnelles dépend donc uniquement de leur volonté de s'adapter à ses plans. Farouk ne le voulait pas, il dut partir. Ali Maher, jadis prototype du politicien fidèle à la Cour, était jusqu'à présent (2) prêt à tenter l'expérience. Les partis politiques traditionnels d'Egypte n'ont pas encore pris à ce sujet une décision définitive.

III. — LE CAPITAL ETRANGER ET L'IMPERIALISME

Dans tous les pays coloniaux et semi-coloniaux, la pierre de touche de tout mouvement révolutionnaire, ce sont ses relations avec le capital étranger qui exploite le pays et son attitude envers la puissance ou les puissances impérialistes qui dominent politiquement, directement ou indirectement, l'Etat. L'exploitation par le capital étranger est particulièrement frappante en Egypte. 40 à 50 % de toute la fortune privée égyptienne est entre les mains de capitalistes étrangers ; si l'on en déduit la fortune foncière, ce pourcentage monte à 75 %. Les positions-clés dans les banques, les compagnies d'assurance, le crédit hypothécaire et l'industrie sont dominées par le capital étranger. Dans le passé, la bourgeoisie égyptienne n'a entrepris que des efforts timides pour se mettre elle-même à la place du capital étranger. Une de ces tentatives fut constituée par la fameuse « Loi sur les sociétés » de 1947 selon laquelle 51 % des actions de toutes les nouvelles sociétés par actions doivent se trouver entre les mains de citoyens égyptiens. Plusieurs gouvernements, depuis lors, ont déjà cherché à modifier cette loi. Les négociations dans ce but ont été tirées en longueur. Mais Neguib trancha le nœud gordien et transforma les pourcentages : dorénavant seulement 49 % des actions doivent se trouver entre les mains de citoyens égyptiens. Une autre loi facilite les conditions de séjour en Egypte des « étrangers utiles à l'économie égyptienne » et leur permet d'y devenir des résidents permanents. Plusieurs déclarations ont été faites dans le sens qu'on voulait faciliter un afflux d'investissements étrangers et leur donner les garanties nécessaires. Le ministre des affaires municipales, Abd el-Aziz Salem, a énergiquement démenti le bruit selon lequel le gouvernement Ali Maher ou l'armée auraient des intentions quelconques de nationaliser des entreprises ou des sociétés privées (*Al-Misri*, 10

août). Ces déclarations eurent beaucoup d'échos aux U.S.; on espère qu'une ère nouvelle d'investissements américains pourra s'ouvrir en Egypte (dépêche d'*Associated Press*, 1^{er} août).

Il est clair que Neguib désire obtenir, par cette politique, l'aide économique et militaire américaine qui lui faciliterait la solution de la crise actuelle. C'est pourquoi il a été prudent dans ses déclarations politiques. Il n'a pas fait de déclarations au sujet des troupes britanniques dans la zone du Canal de Suez, du Soudan et du Pacte du Moyen-Orient, qui pourraient le lier dans un sens ou dans l'autre. Mais il a laissé entendre qu'il est plutôt favorable au Pacte entrevu. Il est donc logique que jusqu'à présent la Grande-Bretagne et les Etats-Unis lui aient accordé leur soutien complet. Le *New-York Times* du 4 août dernier compara l'Egypte à l'Iran et souligna élogieusement que le gouvernement égyptien « n'a pas besoin de gagner l'opinion populaire ». L'impérialisme américain est arrivé de toute façon à la conclusion que la démocratie ne représente pas une bonne marchandise d'exportation et que les mouvements nationaux et sociaux de masse dans le Moyen-Orient ne peuvent être réprimés qu'à l'aide d'une dictature. L'impérialisme britannique lui-même s'efforce de sauver en Egypte tout ce qui est encore à sauver et de gagner Neguib par quelques gestes dramatiques. Le 24 août, les troupes britanniques rendirent à l'armée égyptienne le pont de Firdan dans la zone du Canal de Suez, pont qu'elles avaient occupé pendant les troubles d'octobre 1951 ; et fin août le gouvernement britannique déclara que dorénavant il était prêt à reprendre ses livraisons de matériel de

(2) Depuis que cet article a été écrit, Ali Maher a démissionné, confirmant l'analyse donnée par cet article. (Note du traducteur.)